

Attention à l'électionnisme mora

Tribune – Edito – Ndimby A. – 16/01/12

Que ce soit pour les *apparatchiks* du régime hâtif ou pour les soi-disant Excellences diplomatiques, les élections ont été présentées la semaine dernière comme la porte de sortie de la crise. Sur le principe, tout le monde est d'accord. Toutefois, il serait utile de ne pas se verser dans un « electionnisme mora ». Appeler à faire des élections pour le plaisir de faire des élections, sans se soucier si le contexte est suffisamment apaisé pour les permettre, ne peut être que dangereux. Dès le 28 juillet 2009, votre serviteur titrait un article ainsi : « [Les bonnes questions font les bonnes réponses](#) ». Et il me semble qu'à présent, la question fondamentale sur laquelle il faut se pencher est celle-ci : dans la configuration politique actuelle, le régime hâtif est-il capable d'organiser lesdites élections de façon propre, fiable, et afin qu'elles donnent des résultats qui s'imposent à tous ?

Le passé ne plaide pas en faveur de Rajoelina et de sa clique, arrivés au pouvoir par la force, et qui s'y maintiennent par la violence de la répression et de l'intimidation. De plus, de façon très concrète, le référendum du 17 novembre 2010 a été qualifié par la très respectable Commission nationale pour l'observation des élections (CNOE) comme étant « [la pire élection qu'elle ait eu à observer](#) ». La mise en place de la fameuse Commission électorale nationale indépendante (CENI) n'a donc rien apporté : normal, vu sa composition très discutable de [vieilles planches prétendant constituer de nouveaux meubles](#). Aucune crédibilité donc pour la fanfaronnade de Rajoelina qui a publiquement et sans rire dit que le référendum de 2010 était le scrutin le mieux organisé de l'Histoire de la République à Madagascar. Avec ce *pedigree* peu flatteur, comment ce régime né d'un putsch militaro-civil pourrait-il prétendre à la moindre crédibilité en matière électorale ?

« *Il est temps de redonner la parole au peuple* » aime pérorer Andry Rajoelina. Mais diantre, pourquoi s'est-il alors permis de la lui enlever ? J'aimerais bien qu'il nous explique d'où vient son soudain respect du principe de scrutin au suffrage universel, alors qu'il n'a pas hésité à la fouler aux pieds il y a trois ans (remarque déjà effectuée le [9 juin 2011](#)). Les *gna gna* de la Place de la démocratie et de la place du 13 mai n'étaient pas des élections. La foule de badauds qui s'y trouvaient n'était ni quantitativement ni qualitativement représentative des citoyens malgaches.

Par conséquent, si d'une part les élections sont nécessaires, alors que d'autre part, le régime de transition n'a ni la capacité ni la volonté de les organiser suivant les règles de l'art, quelle est la solution ? Sans doute il n'y a que deux réponses possibles. *Primo*, mettre l'organisation des élections hors de la portée des auteurs du coup d'État, car ceux-ci n'auront que deux idées en tête : se mettre en *pole-position*, et écarter tous les adversaires dangereux. Avec une telle mentalité, comment envisager qu'ils aient envie d'élections équitables ? *Secundo*, créer un cadre normatif pour que ce régime hâtif sans foi ni loi cesse d'adopter un comportement à mi-chemin entre le Chicago des années 30 et l'Afghanistan des Talibans. Cela implique le reformatage de la CENI (que nous demandons depuis sa création) ainsi que celui de la Haute cour constitutionnelle (HCC) : ces structures doivent être réellement indépendantes et neutres pour que la confiance s'instaure. Une HCC dont le passé se caractérise par des jugements en faveur de celui qui distribue les prébendes ne saurait être respectable.

Si pour les vrais démocrates, qualificatif que nous refusons d'emblée à tout putschiste, les élections au suffrage universel sont une condition nécessaire, il ne faut pas oublier qu'elles ne pourraient être une condition suffisante. En effet, il y a d'autres conditions telles que l'équité, l'inclusivité et la compétition. Une élection sans réelle compétition ne pourra être qu'une farce. Une élection qui écarte ceux qui veulent se présenter ne pourra être qu'une bouffonnerie. Si le candidat d'État s'arrange pour écarter au nom de prétextes fallacieux les adversaires dangereux, afin de ne se retrouver que face à des comparses ou des tocards, il ne peut y avoir compétition.

Le dossier Ravalomanana.

Parler de sortie de crise implique de parler d'élections équitables, et parler d'élections équitables ne pourra se faire en éludant le sujet de la candidature de Marc Ravalomanana. Revendiquer cela ne signifie aucunement être pro-Ravalomanana et encore moins avoir la volonté de voter pour lui. Autoriser la présence du Chef d'État déchu aux élections est une condition *sine qua non* de l'apaisement, mais le régime hâtif n'y souscrira jamais, car les coûts seraient trop élevés pour lui.

Il y a sur ce sujet quatre points essentiels qu'il faut considérer par rapport à la résolution de la crise. *Primo*, le procès du 7 février qui sert de prétexte pour écarter le Président Ravalomanana n'était pas équitable : il n'a pas cité à comparaître les initiateurs de cette marche sur Ambohitsorohitra (MM. Rajoelina et Monja) ; et il n'a pas fait d'enquête sérieuse sur certains éléments, y compris balistiques, qui pourraient laisser penser qu'il y avait des armes du côté de la foule ; il n'a pas considéré les responsabilités des leaders qui ont amené la foule sur une zone rouge. *Secundo*, il y a des gens qui sont sous le coup d'une condamnation judiciaire, mais qui ont pourtant été autorisés à revenir au pays. Certains sont mêmes membres du gouvernement hâtif, avec une volonté affirmée de se présenter aux prochaines élections. Comment expliquer ce "deux poids deux mesures" ? *Tertio*, un Chef d'État écarté par la voie de la foule devrait avoir l'opportunité de se présenter devant les électeurs, afin que ceux-ci puissent réellement exprimer leur opinion sur le renversement dont il a fait l'objet. *Quarto*, il y a des citoyens, normaux, honorables et qui payent leurs impôts, et qui ont envie de voter pour Marc Ravalomanana. Au nom de quoi les gros bras, les grandes gueules et les petites cervelles qui pullulent dans le régime actuel pourraient-ils ôter leur droit à ces citoyens, au nom d'une certaine pensée unique ?

Les manœuvres dilatoires pour écarter Marc Ravalomanana des élections ne montrent donc finalement que la crainte hâtive de deux choses. *Primo*, la crainte de l'envergure d'un candidat potentiellement dangereux, qui a encore des réseaux, qui possède des moyens, qui est encore présent dans l'imagerie populaire, et surtout qui peut capitaliser la grogne et le ressentiment croissant actuel. *Secundo*, la crainte du camouflet si jamais il faisait un score honorable, faisant ainsi voler en éclats et au grand jour le mythe du soutien populaire intégral à la Révolution orange, ainsi que le mythe « du rejet de Ravalomanana par toute la population malgache », selon l'argumentaire pour justifier le coup d'État.

Mais quel que soit le cas de figure, le dossier Ravalomanana s'annonce épineux pour le régime hâtif. Option 1 : l'autoriser à revenir et à se présenter. Option 2 : ne l'autoriser ni à revenir ni à se présenter. Option 3 : l'autoriser à revenir à condition de ne pas se présenter. La première option est problématique, pour les raisons abordées précédemment. Les deux autres options sont également problématiques, car elles vont renforcer la fracture au sein de la société malgache, et développer la frustration : celle-ci sera un ferment pour la future crise, autant que la frustration des pro-Ratsiraka en 2002, et qui se sont empressés de manœuvrer pour soutenir un coup d'État dès qu'il y a eu une opportunité. Les frères Rapetou qui pensent donc que le dossier Ravalomanana est insignifiant par rapport à la sortie de crise font donc montre de légèreté [1].

La communauté internationale comme balise ?

Dans les évocations de solutions possibles pour tenter de rendre un peu moins sales des élections qui ne pourront que l'être *a priori* si elles sont sous influence hâtive, beaucoup de monde pense que la solution viendra de l'étranger. Les uns parlent d'élections organisées par l'ONU ; d'autres demandent une observation internationale pour valider les résultats ; et d'autres encore demandent à ce que la communauté internationale fasse pression de manière plus forte pour obliger le pouvoir actuel à revenir à une pratique plus orthodoxe en matière de respect de la démocratie et des droits de l'homme. Foutaises, comme disait dans un temps pas si ancien mon ami Basile Ramahefarisoa.

Sur le premier point (élections organisées par l'ONU), je pense que ce serait dommage de ne pas chercher à mettre en valeur l'expertise de techniciens malgaches pour organiser des élections propres dans leur propre pays. Il y a eu quelques rares expériences positives qui ont été moins pires que les autres (par ex. 1996/1997). La clé a été un contexte institutionnel qui a permis une relative neutralité de l'organisation et du juge électoral. Par conséquent, tant que cette neutralité n'est pas garantie dans les faits, on pourra appeler l'ONU autant que l'on voudra, ce ne sera que du temps perdu.

Sur le deuxième point, je ne crois aucunement en la capacité des observateurs internationaux à assurer une observation correcte des élections à Madagascar. La plupart du temps, il y a des équipes de quelques observateurs, qui vont faire semblant de visiter quelques bureaux de vote, de préférence dans des villes et à leur proximité. L'avis de ces observateurs internationaux, tout *vazaha* qu'ils sont, n'est donc qu'un parfum très très lointain de la réalité. Par conséquent, la seule solution est de renforcer les capacités des observateurs nationaux, qui sont les seuls capables de couvrir efficacement près de 18.000 bureaux de vote répartis sur tout le territoire.

Sur le troisième et dernier point, je ne crois pas à la capacité de la communauté internationale à faire pression. On a vu depuis trois ans son inefficacité à faire plier des dirigeants autocratiques pour leur faire adopter un comportement plus honorable. Puis, au mois de juin 2011, la Banque mondiale avait accordé un prêt dans le domaine de l'environnement, en agitant l'épouvantail de suspension en cas de non-amélioration de la situation dans le domaine des trafics de bois précieux. La communauté internationale a-t-elle encore la

bêtise de se nourrir d'illusion sur sa capacité de pression, alors que les réseaux qui phagocytent la vie du pays sont de plus en plus étendus, et uniquement motivés par l'Intérêt supérieur de leur nation, au détriment de toute autre considération ?

J'ai longuement discuté sur Skype avec un diplomate il y a quelques jours. Face à mes critiques sur l'empressement de la communauté internationale à reconnaître le régime hâtif, alors que tant de sujets dans le débat de fond ne sont pas encore résolus, ce diplomate m'a en substance dit ceci : « *vous avez tort de croire que nous sommes aveugles. Nous sommes conscients de tous les dérapages de ce Gouvernement, et de ses tentatives pour nous faire avaler des couleuvres. Mais nous sommes également convaincus que le seul moyen de limiter les dégâts est de dialoguer avec les autorités de transition. Les sanctions ont échoué. On ne peut pas espérer des avancées en matière de médiation tout en pratiquant une politique de la chaise vide. En revenant à un dialogue politique de haut niveau, on se donne la possibilité d'avoir une voix au chapitre (a seat at the table), et de pouvoir influencer un minimum sur la suite des événements* ».

La [reconnaissance mora](#) qui se profile est donc motivée par le prétexte « d'empêcher de ». Dernière (bonne) question : qu'est-ce qui garantit à la communauté internationale que ça ne va pas plutôt « encourager à » ?

P.-S.

Il me semble que le problème peut se résumer en une phrase. Si Rajoelina se présente alors que Ravalomanana est empêché de le faire, l'élection aura toujours une image d'inéquité et ses résultats seront contestés. Si les deux se présentent, le perdant refusera toujours les résultats, appellera à la fraude et ses résultats seront contestés. La seule solution pour des élections apaisées est donc qu'aucun des deux ne se présente.

Le Grand Hâtif avait déjà annoncé publiquement son intention de ne pas se présenter. Mais actuellement, ses "stratèges" (lol) se creusent les méninges (re-lol) pour faire admettre sa candidature malgré cette promesse. Au hit-parade des idées foireuses : il n'est plus tenu par cet engagement car la communauté internationale ne l'avait pas reconnu à l'époque, comme c'était prévu en contrepartie. Qu'on se le dise : son engagement en public était clair (y compris devant les caméras de France 24), et à aucun moment ne faisait état de conditionnalités.

Notes

[1] Il faudra s'attendre à entendre certains braire de bon coeur et de bon matin qu'aborder la question de la candidature de Marc Ravalomanana comme mesure d'apaisement incontournable et condition de la réconciliation signifie le soutenir, ou être téléguidé par lui.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Attention-a-l-electionnisme-mora,16953.html>